



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS D'EXPLOITATION FORESTIÈRE

#### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

#### APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique)

**ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE n° 2020-8630-003**

#### Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'exploitation forestière dans des peuplements résineux et feuillus situés dans les forêts domaniales de l'agence de Sarrebourg (57) :

- Débardage
- Exploitation débardage traditionnel
- Exploitation débardage mécanisé
- Exploitation débardage bois énergie
- Façonnage de stères

#### Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts  
Direction territoriale Grand Est  
Agence de Sarrebourg – 24 Route de Phalsbourg – 57400 SARREBOURG

#### Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur Bertrand MUNCH, Directeur Général de l'Office National des Forêts

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>4</b>
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE .....	4
1.3.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	4
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS .....	4
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS .....	4
<b>2</b>	<b>OBJET DE L'ACCORD-CADRE - PROCEDURE.....</b>	<b>4</b>
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	4
2.2.	PROCEDURE.....	5
2.3.	CLASSIFICATION CPV .....	5
<b>3</b>	<b>CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
3.1.	FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.1.1.	<i>Décomposition en lots</i> .....	5
3.1.2.	<i>Modalités d'attribution de l'accord-cadre</i> .....	6
3.1.3.	<i>Modalités d'attribution des lots</i> .....	7
3.2.	DUREE ET PRISE D'EFFET DE L'ACCORD-CADRE .....	7
3.3.	PRESTATIONS SIMILAIRES .....	7
<b>4</b>	<b>DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>7</b>
4.1.	ACCORD-CADRE .....	7
4.2.	MARCHES SUBSEQUENTS.....	8
<b>5</b>	<b>CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>8</b>
5.1.	DISPOSITIONS GENERALES .....	8
5.2.	EXECUTION PAR REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES .....	8
5.2.1.	<i>Dispositions générales relatives aux marchés subséquents</i> .....	8
5.2.2.	<i>Termes non couverts par l'accord-cadre</i> .....	8
5.2.3.	<i>Forme des marchés subséquents</i> .....	8
5.2.4.	<i>Durée - délais d'exécution des marchés subséquents</i> .....	8
5.2.5.	<i>Modalités de conclusion des marchés subséquents</i> .....	9
5.2.6.	<i>Modifications des marchés subséquents</i> .....	9
5.3.	EXECUTION PAR EMISSION DE BONS DE COMMANDE .....	10
5.3.1.	<i>Passation des commandes</i> .....	10
5.3.2.	<i>Modification d'un bon de commande</i> .....	10
5.3.3.	<i>Suspension d'un bon de commande</i> .....	11
5.3.4.	<i>Résiliation d'un bon de commande</i> .....	11
5.4.	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS .....	11
<b>6</b>	<b>PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>11</b>
6.1	UNITE MONETAIRE .....	11
6.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX .....	11
6.2.1.	<i>Nature des prix</i> .....	11
6.2.2.	<i>Contenu des prix</i> .....	12
6.3.	VARIATION DANS LES PRIX .....	12
6.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT .....	12
6.4.1.	<i>Avance</i> .....	12
6.4.2.	<i>Acomptes</i> .....	12
6.4.3.	<i>Facturation</i> .....	12
6.4.4.	<i>Transmission des factures</i> .....	12
6.4.5.	<i>Paiement des sous-traitants</i> .....	13
6.4.6.	<i>Délai global de paiement</i> .....	13
6.4.7.	<i>Nantissement ou cession de créance</i> .....	13
<b>7.</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>13</b>
7.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE .....	14

7.2.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF.....	14
7.3.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE .....	14
8.	DROIT, LANGUE.....	14
9.	ASSURANCE.....	14
10.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	14
10.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	15
10.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	15
10.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	15
10.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	15

---

## **1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **1.1. Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Grand Est - Agence Territoriale de Sarrebourg, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798, dont le siège est 14 rue du maréchal Juin – 67084 STRASBOURG cedex.

### **1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre**

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur Bertrand MUNCH, Directeur Général de l'Office National des Forêts.

La personne en charge du suivi de l'accord-cadre est Monsieur Claude XEMARD, Responsable du Service Bois, Agence de Sarrebourg – 24 Route de Phalsbourg – 57400 SARREBOURG – Tél. 03 87 25 72 22 – Courriel : [claudexemard@onf.fr](mailto:claudexemard@onf.fr)

### **1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus articles R.2191-60 et R.2191-61 du Code de la Commande Publique (nantissements ou cessions de créances)**

La personne habilitée à donner des renseignements est Madame Christine SCHMITT, Agent Comptable Secondaire – Direction Territoriale Grand Est – Cité Administrative – 14 Rue du Maréchal Juin – 67084 STRASBOURG – Courriel : [christineschmitt@onf.fr](mailto:christineschmitt@onf.fr).

### **1.4. Services auprès desquels des renseignements d'ordre technique ou administratif peuvent être obtenus**

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est Monsieur Claude XEMARD, Responsable du Service Bois, Agence de Sarrebourg – 24 Route de Phalsbourg – 57400 SARREBOURG – Tél. 03 87 25 72 22 – Courriel : [claudexemard@onf.fr](mailto:claudexemard@onf.fr).

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre administratif est Madame Fiona BABEL, Gestionnaire Achats, Direction Territoriale Grand-Est, groupe Est – 14 rue du Maréchal Juin – 67084 STRASBOURG cedex – Tél. 03 88 76 81 82 – Courriel : [fionababel@onf.fr](mailto:fionababel@onf.fr)

### **1.5. Comptable assignataire des paiements**

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale Grand Est.

## **2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE - PROCEDURE**

### **2.1. Objet de l'accord-cadre**

L'objet de cet accord-cadre et des marchés subséquents qui seront conclus sur son fondement concerne la réalisation de prestations d'exploitation forestière dans des peuplements résineux et feuillus situés dans les forêts domaniales de l'agence de Sarrebourg :

- Débardage
- Exploitation débardage traditionnel
- Exploitation débardage mécanisé
- Exploitation débardage bois énergie
- Façonnage de stères

L'exécution de cet accord-cadre est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations forestières en forêt publique dans sa version 9200-17-DCC-BOI-003 version D – oct. 2018.

## 2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

## 2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77211100-3	Services d'exploitation forestière.
------------	-------------------------------------

## 3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande et à marchés subséquents en application des articles L.2162-1 et R.2162-1 à R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

#### 3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 21 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous. Les quantités estimatives sont données à titre indicatif et n'engagent pas l'ONF.

Les lots seront approximativement exécutés à 80% en marchés subséquents et 20% en bons de commande.

Lots DEB	Prestations Principales	Prestations complémentaires	Quantité estimative de commande pour 12 mois			Lieux d'exécution*	Responsable travaux d'exploitation	Nombre d'attributaires maximum
			BO m³	BI m³	H			
1	Débardage BO+BI	Câblage	9 500	5 150	175	UT BITCHE	N DERICBOURG	5
2	Débardage BO+BI	Câblage	5 000	4 000	225	UT BITCHE SARREGUEMINES (secteur Bitche)	G PETER	5
3	Débardage BO+BI	Câblage	550	400	13	UT BITCHE SARREGUEMINES (secteur Sarreguemines)	G PETER	2
4	Débardage BO+BI	Câblage	4 250	1 750	75	UT MONTAGE DROITS USAGE	P FALTOT	5
5	Débardage BO+BI	Câblage	2 400	2 150	25	UT SARREBOURG PLAINE	S WELSCH	3
6	Débardage BO+BI	Câblage	11 500	4 500	38	UT TETRAS	S RAMM	5
Lots ED	Prestations Principales	Prestations complémentaires	BO m³	BI m³ BE to	Stères	Lieux d'exécution*	Responsable travaux d'exploitation	Nombre d'attributaires maximum
7	Exploitation et débardage traditionnel	Exploitation à l'heure Débardage à l'heure	10 750	8 050		UT BITCHE	N DERICBOURG	6
8	Exploitation et débardage traditionnel Façonnage stères	Exploitation à l'heure Débardage à l'heure	4 350	3 500	50	UT BITCHE SARREGUEMINES (secteur Bitche)	G PETER	6

9	Exploitation et débardage traditionnel Façonnage stères	Exploitation à l'heure Débardage à l'heure	1 000	1 050	50	UT BITCHE SARREGUEMINES (secteur Sarreguemines)	G PETER	2
10	Exploitation et débardage traditionnel Façonnage stères	Exploitation à l'heure Débardage à l'heure	10 500	3 500	1 200	UT MONTAGE DROITS USAGE	P FALTOT	6
11	Exploitation et débardage traditionnel Façonnage stères	Exploitation à l'heure Débardage à l'heure	4 750	4 250	500	UT SARREBOURG PLAINE	S WELSCH	5
12	Exploitation et débardage traditionnel Exploitation et débardage mécanisé BE	Exploitation à l'heure Débardage à l'heure	1 750	2 000 BI 3 000 BE		UT SARREBOURG PLAINE	S WELSCH	2
13	Exploitation et débardage traditionnel	Exploitation à l'heure Débardage à l'heure	2 000	1 500		UT TETRAS	S RAMM	3
14	Exploitation et débardage mécanisé (résineux majoritaires)	Exploitation à l'heure Débardage à l'heure	2 600	2 100		UT BITCHE	N DERICBOURG	2
15	Exploitation et débardage traditionnel et mécanisé (feuillus et résineux)	Exploitation à l'heure Débardage à l'heure	2 000	1 850		UT BITCHE SARREGUEMINES	G PETER	2
16	Exploitation et débardage mécanisé (résineux majoritaires)	Exploitation à l'heure Débardage à l'heure	2 500	1 500		UT MONTAGNE DROITS USAGE TETRAS	P FALTOT S RAMM	3
17	Exploitation et débardage mécanisé (feuillus majoritaires)	Exploitation à l'heure Débardage à l'heure	375	1 875		UT SARREBOURG PLAINE	S WELSCH	2
18	Exploitation et débardage mécanisé de BE	Exploitation à l'heure Débardage à l'heure		5 000 BE		UT SARREBOURG PLAINE	S WELSCH	3
19	Façonnage de stères				650	UT BITCHE	N DERICBOURG	3
20	Façonnage de stères				300	UT BITCHE SARREGUEMINES	G PETER	3
21	Façonnage de stères				500	UT TETRAS	S RAMM	3

\* Les lots sont constitués par UT (ou groupe d'UT) mais il pourra occasionnellement être proposé des chantiers sur une autre UT de l'agence **à conditions** :

- que l'ETF susceptible d'intervenir donne son accord préalable et écrit adressé par voie électronique au prescripteur du marché dans un délai de 48h,
- que l'ensemble des titulaires du secteur géographique cible ne soit pas disponibles et en mesure de satisfaire la commande. Ils établiront de manière individuelle un écrit attestant de ces faits et l'adresseront par voie électronique au prescripteur du marché dans un délai de 48h.

### 3.1.2. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

L'accord cadre est alloti et multi-attributaires. Il s'exécutera majoritairement par remise en concurrence (marchés subséquents) mais également par émission de bons de commande.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation. Avant l'attribution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur vérifiera la capacité de chaque candidat à

exécuter ces lots. Un candidat ne pourra être attributaire que d'un nombre de lot compatible avec sa capacité de réalisation.

Le tableau de décomposition des lots (3.1.1) indique le nombre d'attributaires maximum par lot. Dans l'éventualité où le nombre de candidats pour un lot défini se révélait être inférieur, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- Soit de conclure le lot avec un nombre d'attributaires inférieurs au nombre d'attributaires maximum annoncé. Cette décision pourra être prise, si et seulement si, un minimum de 2 attributaires peuvent être retenus et ce afin de permettre la remise en concurrence lors de l'établissement des marchés subséquents
- Soit, de solliciter, en application des articles L.2122-1 et R.2122-1 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, des entreprises n'ayant pas candidaté sur le lot afin de compléter le nombre d'attributaires. La mise en œuvre de cette possibilité sera formalisée par l'établissement d'un Marché Négocié Sans Publicité Ni Mise En Concurrence Préalable.

### **3.1.3. Modalités d'attribution des lots**

#### **Bons de commandes :**

L'attribution des bons de commande se fera par répartition en cascade. Les bons de commande seront adressés à chacun des titulaires en fonction de leur classement selon la méthode dite « en cascade ». Ils seront donc d'abord adressés au prestataire dont l'offre a été classée en première position, puis au deuxième dans le cas où le premier n'a pas la capacité à réaliser la prestation et enfin au troisième si les deux premiers ne peuvent réaliser la prestation faisant l'objet de la commande.

#### **Marchés subséquents :**

Les attributaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence sur la base de l'accord-cadre dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent. Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre la mieux disante, étant entendu qu'une entreprise retenue dans l'accord-cadre ne pourra proposer de prix supérieurs au prix-plafond qu'elle aura proposé dans l'accord-cadre (sauf modulation dans les fourchettes prévues).

### **3.2. Durée et prise d'effet de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu pour une période d'une année à compter de sa date de notification. Il est renouvelable une fois par tacite reconduction, par période d'une année civile. En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 2 (deux) mois avant la fin de l'année en cours. Toutefois la durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 2 (deux) ans. Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

### **3.3. Prestations similaires**

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du Code de la Commande Publique).

## **4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE**

Les documents contractuels constitutifs du présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante

### **4.1. Accord-cadre**

- l'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires au présent accord-cadre ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) ;
- le Cahier National des Prescription d'Exploitation Forestière (CNPEF) et les clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière en forêt publique dans sa version 9200-17-DCC-BOI-003-version D – oct. 2018 ;

- les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

#### **4.2. Marchés subséquents**

- Marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par modification des marchés subséquents considérés
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) complémentaire joint aux marchés subséquents passés sur la base de l'accord-cadre
- Mémoire technique

A noter, les Clauses Générales d'Achat des prestations forestières en forêt publique étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet onf.fr/rubrique professionnels.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

### **5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

#### **5.1. Dispositions générales**

Le présent accord-cadre prévoit deux types de commande : d'une part, par remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre selon les dispositions définies à l'article 5.2 ci-après, d'autre part par émission de bons de commande selon les dispositions prévues à l'article 5.3 ci-après.

#### **5.2. Exécution par remise en concurrence des titulaires**

##### **5.2.1. Dispositions générales relatives aux marchés subséquents**

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est laissée au libre choix du pouvoir adjudicateur qui pourra en tant que de besoin la mettre en œuvre.

##### **5.2.2. Termes non couverts par l'accord-cadre**

Chaque marché subséquent est attribué au titulaire de l'accord-cadre ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères indiqués dans les marchés subséquents.

Les seuls éléments de l'accord-cadre pouvant être précisés par les marchés subséquents sont le prix des prestations, les prix initialement proposés étant des prix plafond, et la capacité de l'entreprise à réaliser les prestations dans les délais impartis.

##### **5.2.3. Forme des marchés subséquents**

Les marchés subséquents pourront au choix être ponctuels ou à bons de commande.

##### **5.2.4. Durée - délais d'exécution des marchés subséquents**

###### **a) Durée des marchés subséquents**

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

###### **b) Délai d'exécution des marchés subséquents**

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement du marché subséquent court à compter de la notification ce dernier.



Si le marché subséquent correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis.

Les modalités de computation des divers délais mentionnés à l'accord-cadre et aux marchés subséquents sont précisées à l'article 5.2.1 du présent CCAP.

#### **c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

### **5.2.5. Modalités de conclusion des marchés subséquents**

#### **a) Engagement de la consultation**

Dès la survenance du besoin, le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot considéré de l'accord-cadre (via la plateforme de dématérialisation PLACE).

Le pouvoir adjudicateur mettra à disposition de chaque titulaire un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans le respect des clauses et conditions incluses dans le présent accord-cadre et celles particulières à chaque marché subséquent, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

**Chaque titulaire devra obligatoirement remettre une offre pour l'ensemble des marchés subséquents se rapportant à chaque lot de l'accord-cadre initial pour lesquels il a été retenu.**

**Toutefois, il sera toléré au sein d'un même lot, un minimum de 50% de réponses sur le nombre total de chantiers proposés par la procédure des marchés subséquents.**

**En tout état de cause, l'absence de réponse du titulaire aux marchés subséquents impliquera de fait la non-proposition de bon de commande par l'ONF.**

En cas de changement d'adresse de messagerie électronique, le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

Les courriels ne pourront en aucun cas dépasser 5 Mo.

#### **b) Critères d'attribution des marchés subséquents**

Les critères d'attribution des marchés subséquents seront les suivants :

Prix	60%
Capacité de l'entreprise à réaliser les prestations dans les délais impartis	40%

Les offres seront classées par ordre décroissant au regard de l'ensemble de ces critères et l'offre la mieux classée sera retenue.

#### **c) Formalisme et attribution des marchés subséquents**

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire notifiés par le pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, d'autres documents qui seront spécifiés dans l'acte d'engagement du marché (cahier des clauses techniques particulières au marché subséquent concerné, mémoire technique, planning prévisionnel d'exécution...). Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

### **5.2.6. Modifications des marchés subséquents**

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### **5.3. Exécution par émission de bons de commande**

#### **5.3.1. Passation des commandes**

Les commandes de prestations d'exploitation forestière sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune prestation ne doit être effectuée sans bons de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent accord-cadre : 2020-8630-003 ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- leur quantité prévisionnelle ;
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- le(s) délai(s) d'exécution.

Les propositions de commande et les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi de la proposition de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande qui doit faire l'objet d'un bon de commande.

Les propositions de commande, signées par la personne chargée de l'exécution du présent accord-cadre ou son représentant, peuvent être émises jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les propositions de commande émises en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

Chacun des chantiers fera l'objet d'une proposition de commande (cf. article 3-1 des clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière).

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique, le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

Le prix des prestations correspondra au prix plafond de l'accord-cadre qui pourra varier à la baisse ou à la hausse en fonction de l'application des pondérations prévues au E 3.2 de l'acte d'engagement.

#### **5.3.2. Modification d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### **5.3.3. Suspension d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

### **5.3.4. Résiliation d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

## **5.4. Modalités de réception des prestations**

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat.

## **6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

### **6.1 Unité monétaire**

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

### **6.2. Forme et contenu des prix**

#### **6.2.1. Nature des prix**

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaire.

Le prix est fixé au Bordereau des Prix Unitaires de l'Acte d'Engagement de l'accord-cadre du titulaire, ou le cas échéant dans le Bordereau des Prix Unitaires de l'Acte d'Engagement du marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées :

- Les prix unitaires indiqués à l'Acte d'Engagement de l'accord auxquels s'appliquent les éventuels critères de pondération des prix de base ;
- ou le cas échéant les prix unitaires indiqués au marché subséquent.

### **6.2.2. Contenu des prix**

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent accord-cadre.

### **6.3. Variation dans les prix**

Les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 2-2 des Clauses générales d'achat des prestations d'exploitation forestière et à leur annexe 1.

### **6.4. Modalités essentielles de paiement**

#### **6.4.1. Avance**

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière.

#### **6.4.2. Acomptes**

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23 du Code de la Commande Publique, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.  
Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

#### **6.4.3. Facturation**

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent accord-cadre : (n° en 46xxxx communiqué lors de la notification)
- les références du bon de commande afférent ou du marché subséquent : (n° en 47xxxx indiqué sur le bon de commande)
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET de la DT de l'ONF : 66204311603798
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

**Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.**

**Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C1 - Identification et engagement du candidat » de l'acte d'engagement.**

#### **6.4.4. Transmission des factures**

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :  
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.

- Numéro d'engagement juridique :  
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4700XXXXX.
- Numéro d'identification :  
66204311603798 pour le siège ONF de la DT Grand Est.
- Numéro de service exécutant :  
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

#### **6.4.5. Paiement des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

#### **6.4.6. Délai global de paiement**

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent accord-cadre est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent accord-cadre,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus à l'accord-cadre ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### **6.4.7. Nantissement ou cession de créance**

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du Code de la Commande Publique.

### **7. PENALITES**

Toute violation des clauses du présent accord-cadre pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 8 des Clauses Générales d'achats de prestations d'exploitation forestière en forêt publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

#### **7.1. Modalités de mise en œuvre**

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

#### **7.2. Retard imputable à l'ONF**

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

#### **7.3. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé**

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

### **8. DROIT, LANGUE**

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du Code de la Commande Publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent accord-cadre est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

### **9. ASSURANCE**

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

### **10. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

#### **10.1. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

#### **10.2. Travail clandestin**

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

#### **10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

#### **10.4. Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du Code de la Commande Publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)

Fait à Paris, le 31/03/2020

Le Directeur Général  
de l'Office National des Forêts

Bertrand MUNCH